



# Déjà les vacances, avec deux semaines d'avance

*Au collège et au lycée, la reconquête du troisième trimestre a du plomb dans l'aile. Les congés ne débutent officiellement que le 7 juillet. Pourtant, de très nombreux élèves n'ont déjà plus cours.*

PAR JOFFREY VOVOS

**C'EN EST BIENTÔT FINI** des manuels et de la calculatrice. Camille, en 4<sup>e</sup> à Paris, sera en vacances mardi soir. Presque deux semaines avant la date officielle de la fin des cours ! Comme la plupart des collèves, son établissement, dans un quartier populaire de l'est de la capitale, a « libéré » les élèves en raison de la tenue du brevet, jeudi et vendredi prochains. « Mais ils ont été incités à travailler jusqu'au bout par la direction qui a repoussé au maximum les conseils de classe. Celui de ma fille n'aura lieu que mercredi », salue Mélanie, la maman.

Après le brevet, le collège de Camille restera ouvert mais ne proposera que des sorties culturelles et sportives jusqu'au 7 juillet. « Pour y participer, il faut s'inscrire au préalable », s'étonne-t-elle.

## DES STAGES PAYANTS LES DERNIERS JOURS

A quelques stations de métro, Lilou, en 6<sup>e</sup> dans le privé, est en vacances depuis hier. Afin qu'elle ne soit pas seule à la maison, son père a pris quelques jours de RTT et l'emmènera en Touraine faire du vélo sur les bords de Loire pendant que son frère s'échinera sur le brevet. « Ensuite, elle fera un stage de maths, son point faible, pendant une semaine, à raison de deux heures par jour », annonce-t-il. Coût pour la famille : 210 €.

L'Union nationale des organisations de séjours éducatifs, linguistiques et de formation en langues ([Unosel](#)) voit de plus en

Pays : France  
Périodicité : Quotidien  
OJD : 274892  
Edition : Toutes éditions



L.P./FREDERIC DUBOT

plus de parents chercher des solutions pour combler un dernier trimestre sérieusement mité. « La hausse des demandes dès le mois juin touche les colonies de vacances mais elle est particulièrement marquée pour les séjours linguistiques », constate Sabine Bonnaud, déléguée générale de l'Unosel.

« Il est quand même assez démentiel de devoir payer des activités alors qu'on est en théorie sur du temps scolaire », s'époumone Samuel Cywie, le président de la PEEP. Son association milite depuis plusieurs années, tout comme la FCPE, l'autre grande fédération de parents d'élèves du public, pour la « reconquête du mois de juin ». Une promesse de la plupart des

**Organisations du bac et du brevet obligent, la plupart des élèves du secondaire sont « libérés » bien plus tôt qu'à la date officielle.**

ministres de l'Éducation depuis que l'expression a été utilisée en 2007 par Xavier Darcos, alors locataire de la Rue de Grenelle.

Si, dans les collèges, la situation s'est un peu améliorée avec des conseils de classe et un brevet un brin plus tardifs, dans les

lycées, « fort peu de progrès ont été réalisés », déplore Philippe Vincent, proviseur de Jean-Perrin, à Marseille, et secrétaire général du SNPDEN, le syndicat des chefs d'établissement.

Dans son gros bahut de 2400 élèves, les cours ont ces-

sé il y a une dizaine de jours déjà. En cause, le baccalauréat et sa très lourde machinerie. « Pendant cinq semaines, il faut mobiliser des locaux et des enseignants, pour les examens, les corrections », énumère-t-il. Comme beaucoup, il espère que la réforme qui se profile, avec un calendrier resserré en 2021 autour de quatre épreuves terminales et un grand oral (*lire ci-dessous*), va permettre de regagner du temps et des moyens.

Au bac s'ajoutent d'autres contingences plus ou moins liées. Dans son lycée comme dans beaucoup d'autres, les conseils de classe de 2<sup>de</sup> n'ont par exemple pas pu se tenir après le 12 juin afin de permettre aux parents qui souhaitent contester une décision d'orientation de saisir dans le délai légal la commission d'appel.

« Or, une fois le conseil de classe passé, il n'y a plus d'enjeu, les élèves sont démotivés », pointe Samuel Cywie. Selon lui, il faudra, pour réellement reconquérir le mois de juin, « mobiliser tout le monde, y compris les parents qui, dès le primaire, font manquer la classe à leurs enfants au motif que *ce n'est pas bien grave à cet âge-là* ».